



KPMG SA
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Association PROTIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association PROTIS
31 Bd Joseph Vernet - 13008 Marseille

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Association PROTIS

31 Bd Joseph Vernet - 13008 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale des membres de l'association PROTIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PROTIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

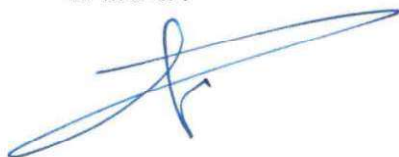
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 27 mai 2024

KPMG SA



Pierre Gaultier
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 474	5 474		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	200	200		
	Autres immobilisations corporelles	23 530	23 530		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 902		7 902	7 882
	TOTAL (I)	37 107	29 205	7 902	7 882
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	213 975		213 975	186 520
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	11 372		11 372	9 672
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	255 187		255 187	347 303
	Charges constatées d'avance	8 190		8 190	8 149
	TOTAL (II)	488 724		488 724	551 644
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	525 831	29 205	496 626	559 526
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	36 682	36 682
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	133 500	133 500
	Autres		
	Report à nouveau	8 840	5 003
	Excédent ou déficit de l'exercice	(62 880)	3 837
	Total des fonds propres (situation nette)	116 142	179 022
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	116 142	179 022
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	76 523	104 904
	Provisions pour charges	72 556	66 377
	Total des provisions	149 079	171 281
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 228	18 037
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	157 401	143 733
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31 026	
	Produits constatés d'avance	24 750	47 453
	Total des dettes	231 405	209 223
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	496 626	559 526
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(62 880,03)	3 836,88
(1) Dont à moins d'un an		231 405	209 223
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9	9
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	247 109	255 411
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	722 214	720 802
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 518	5 650
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5	1 916
	Total des produits d'exploitation	980 855	983 788
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	241 564	189 780
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	33 506	32 076
	Salaires et traitements	574 029	521 697
	Charges sociales	217 489	197 628
	Dotation aux amortissements et dépréciations		1 636
	Dotation aux provisions	6 178	10 040
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	102	1
	Total des charges d'exploitation	1 072 868	952 859
RESULTAT D'EXPLOITATION		(92 013)	30 929

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(92 013)	30 929
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 995	1 886
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		3 995	1 886
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	6	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		6	
RESULTAT FINANCIER		3 989	1 886
RESULTAT COURANT avant impôts		(88 024)	32 815
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	37 268	20 000
	Total des produits exceptionnels	37 268	20 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 986	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 887	48 956
	Total des charges exceptionnelles	11 873	48 956
RESULTAT EXCEPTIONNEL		25 395	(28 956)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		251	22
TOTAL DES PRODUITS		1 022 119	1 005 674
TOTAL DES CHARGES		1 084 999	1 001 837
EXCEDENT ou DEFICIT		(62 880)	3 837
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, en l'occurrence le plan comptable général fixé par les autorités des normes comptables en son règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, et dans le respect du principe l'image fidèle, de la comparabilité et de la continuité de l'activité, de la permanence des méthode, (PCG.art.121-1, art.121-2 et art.121-5) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes annuels afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.
Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

Le bilan de l'exercice présente un total de **496 626 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 022 119 euros** et un total **charges de 1 084 999 euros**,dégageant ainsi un **résultat de -62 880 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base (PCG.art.121-3 et art.121-4) :

- régularité,
- sincérité,
- importance relative,
- prudence.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Options retenues dans le traitements des actifs dans le cadre du règlement ANC n° 2014-03 section 4 sous section 2, art.214-9.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les intérêts des capitaux empruntés pour financer un actif ne sont pas activés.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens et de la durée d'usage des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et financiers. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La décomposition des immobilisations antérieures au 1er Janvier 2005 n'a pas trouvé à s'appliquer.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

* concessions et droits similaires	1 à 3 ans
* installations, agencements, aménagements sur constructions	10 ans
* matériel et outillage	3 à 5 ans
* installations, agencements, aménagements divers	10 ans
* matériel de transport	3 à 5 ans
* matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
* mobilier	10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions d'investissement

L'association a décidé d'appliquer les recommandations préconisées par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables mentionnées dans le guide "Associations". Les quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice sont comptabilisées sur le compte 7571 "quotes-parts des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice". Cette imputation permet de faire figurer en résultat d'exploitation les dotations d'amortissement et les quotes-parts de subventions d'investissements. Seules les quotes-parts de subventions d'investissement afférentes à des biens sortis en cours d'exercice figureront en résultat exceptionnel.

Engagements indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite sont évaluées à partir des effectifs réels de l'association à la fin de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté acquise à cette date et de l'ancienneté qui sera acquise à la date de départ en retraite. L'écart constaté entre l'engagement constaté à la date de clôture de l'exercice et à la date de départ en retraite est ensuite réparti sur le nombre d'année restant à courir et incrémenté sur le montant de l'engagement constaté à la date de clôture. Elles sont comptabilisées pour leurs montants bruts chargés et portées sur le compte "provisions pour pensions et obligations similaires" au passif du bilan. Leur calcul tient compte des accords conventionnels et du Code du travail.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

NATURE DE L'ACTIVITE

PROTIS est engagé depuis 1998, date de création de l'association, dans une démarche territoriale et globale de proximité afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI (de 1998 à 2008) puis du RSA depuis 2009.

Dans le cadre de la lutte contre toute forme d'exclusion, PROTIS met à la disposition de la population du secteur sud, un équipement collectif, favorisant l'accueil, l'information et le suivi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et notamment les allocataires de minimas sociaux.

Par son approche globale et par la connaissance partagée, ce lieu favorise l'expression des intentions et des aspirations du public et apporte des réponses positives et adaptées aux parcours d'insertion.

De plus, l'association est un lieu ressources en matière d'accès aux droits, de santé, de logement et de culture.

La mission de ce lieu est de réunir l'ensemble des partenaires de l'insertion dans la complémentarité des savoir-faire et des services proposés.

PROTIS est conventionné par le Conseil Général 13 en tant que Lieu d'accueil sur les 8e et 9e arrondissements de Marseille pour la contractualisation et le suivi des allocataires du RSA en file active.

Il s'agit d'accueillir et d'assurer le suivi et la contractualisation des bénéficiaires du RSA socle.

PROTIS a pour mission de contribuer au développement d'actions autour de la santé, l'accès aux droits, du logement, de l'emploi, de la culture et de la réinsertion sociale. Outre ce suivi individuel des personnes dans le cadre du Lieu d'Accueil, Protis propose également des actions collectives susceptibles de répondre aux besoins du public en termes de parcours social et professionnel.

L'association travaille également dans le secteur de l'accompagnement à l'emploi sur le territoire 4-8-9-10-11-12 depuis la création du dispositif POLE 13 en 1998 puis dans le cadre du DAE 13 et du DAIE depuis 2015, avec des objectifs de suivis trimestriels et de placements en termes d'insertion professionnels en emploi pérenne.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'association a ouvert sur le premier semestre 2024 une nouvelle ligne d'action avec le département dans le cadre France Travail. L'année a connu aussi un événement important dans le cadre de l'anniversaire des 25 ans de la structure. Nous aurons également à faire face à une régularisation importante des congés payés sur les périodes de maladie, décision du Conseil d'Etat pendant l'année 2023. Nous sommes dans l'attente de la parution des décrets.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'association a été retenue sur le marché public, lieu d'accueil et accompagnement global tripartite. Celui-ci démarre en avril 2024. Cependant nous devons faire face au non financement du poste d'agent d'accueil et nous sommes dans l'attente d'une solution afin de maintenir le poste d'ici fin mars. Si à cette date nous

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

n'avons pas un retour positif, nous serons contraints de procéder à un licenciement.

BENEVOLAT

L'association en raison de son activité n'a pas recours au bénévolat.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	5 474					5 474
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 474					5 474
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	200					200
	Instal., agencement, aménagement divers	3 125					3 125
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	20 405					20 405
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 731					23 731
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	7 882		20			7 902
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 882		20			7 902
TOTAL		37 087		20			37 107

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	5 474			5 474
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 474			5 474
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	200			200
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 125			3 125
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	20 405			20 405
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 731			23 731
TOTAL		29 205			29 205

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	66 377	6 178		72 556
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	104 904	8 887	37 268	76 523
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		171 281	15 065	37 268	149 079
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		171 281	15 065	37 268	149 079
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			6 178 8 887		37 268
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 902		7 902
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	213 975	213 975	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	11 372	11 372	
	Charges constatées d'avance	8 190	8 190	
TOTAL DES CREANCES		241 439	233 537	7 902
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	18 228	18 228		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	65 657	65 657		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	57 308	57 308		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 435	34 435		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	31 026	31 026		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	24 750	24 750		
TOTAL DES DETTES		231 405	231 405		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				8 190
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	01/01/2024 31/07/2024	175		
LOCATION IMMOBILIERE	01/01/2024 29/02/2024	6 615		
CHARGES LOCATIVES	01/01/2024 29/02/2024	1 400		
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				8 190

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			24 750
VDM PMG	01/01/2024 30/09/2024	24 750	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			24 750

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits		31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Répartition par nature de charges		31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
Total			

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		267
Autres créances		267
D.C.D. PRODUITS A RECEVOIR	267	

NEANT

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		142 953
Dettes fiscales et sociales		114 913
CONGES PAYES A PAYER	62 790	
PRECARITE A PAYER	1 974	
CHARGES SOCIALES S/CONGES	21 327	
CHARGES SOCIALES S/PRECARITE	562	
CHARGES FISCALES S/CONGES	3 306	
CHARGES FISCALES S/PRECARITE	123	
ETAT CHARGES A PAYER	24 831	
Autres dettes		28 040
C.G. 13 SUBV.A REVERSER	28 040	

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros		Fonds reportés clôture 31/12/2022	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2023
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
TOTAL					

NIA

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

NEANT

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	36 682				36 682
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	133 500				133 500
Autres réserves					
Report à nouveau	5 003	3 837			8 840
Excédent ou déficit de l'exercice	3 837	(3 837)		62 880	(62 880)
Situation nette	179 022			62 880	116 142
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	179 022			62 880	116 142

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

PRODUITS			
Montant perçu au titre d'assurances-vie			
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9			
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des produits			
CHARGES			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des charges			
SOLDE			

N/A

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la	Augmentation	Diminution	Subvention à la
	clôture 31/12/2022			clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	3 600			3 600
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	3 600			3 600
Quotes-parts virées au compte de résultat	3 600			3 600

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2023
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Redevances Exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

NEANT

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2023
NEANT				
TOTAL				

--

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

INFORMATION FOURNIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 20 DE LA LOI N° 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE AU VOLONTARIAT ASSOCIATIF ET A L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF, SUR LE MONTANT DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE VERSES AUX TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS, BENEVOLES OU SALARIES.

LES MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSOCIATION NE SONT PAS REMUNERES, NOTAMMENT LE PRESIDENT, LE SECRETAIRE, ET LE TRESORIER. L'INFORMATION DU SEUL CADRE DE L'ASSOCIATION N'A PAS ETE FOURNIE EN RAISON D'UNE LECTURE DIRECTE DE CET ELEMENT.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)			
(1) Dont concernant : <div> <div>Les dirigeants</div> <div>Les filiales</div> <div>Les participations</div> <div>Les autres entreprises liées</div> </div>			

--

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		2	
	Professions intermédiaires			
	Employés		17	
	Ouvriers			
	TOTAL		19	

--

Sociétés Mères consolidant les comptes

31/12/2023

N/A

Filiales et participations

31/12/2023	Capitaux propres	quote part détenue en pour cent	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés 1. Filiales (Plus de 50 %) 2. Participations (10 à 50 %)			
B. Renseignements globaux 1. Filiales non reprises en A. a) françaises b) étrangères 2. Participations non reprises en A. a) françaises b) étrangères			

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		37 268
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>REPRISE PROV.RISQUE & CHARG.EX</i>	37 268	37 268
Total des charges exceptionnelles		11 873
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES SUR MARCHES</i>	2 986	2 986
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>PROVISION RISQUES EXCEPTIONNEL</i>	8 887	8 887
Résultat exceptionnel		25 395

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2023

TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION	1 900
TRANSFERT DE CHARGES DE FORMATION	9 618
TOTAL	11 518

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENT RETRAITE

AVENANT DE "L'ACCORD D'ENTREPRISE" DU 7 DECEMBRE 2005
APPLICATION DE "L'ACCORD D'ENTREPRISE"
METHODE DE CALCUL A COMPTER DU 01/01/2008
UN MOIS DE SALAIRE CHARGE PAR PERSONNE PRESENTE A LA FIN
DE L'EXERCICE AYANT UN CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE
COMBINE AU CODE DU TRAVAIL AVEC UN CALCUL AU TERME AVEC
DOTATION DE L'ECART AU PRORATA DES ANNEES RESTANT A COURIR

AU 01/01/2023 ENGAGEMENT CONSTATE	66.377 €
REPRIS SUR L'EXERCICE	
ENGAGEMENT REPRIS	0 €
DOTES SUR L'EXERCICE	
INDEMNITES RETRAITES CHARGES FISCALES ET SOCIALES	6.178 €
AU 31/12/2023 ENGAGEMENT CONSTATE	72.555 €

LOCATION LONGUE DUREE

CONTRAT BNP PARIBAS A1L67482 06/04/2022 - 30/09/2027 MATERIEL
INFORMATIQUE

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2023	
A UN AN AU PLUS	9.178 €
A PLUS D'UN AN ET CINQ ANS AU PLUS	25.238 €
CONTRAT INDEXE	

CONTRAT BNP PARIBAS A1F40550 01/01/2020 - 30/06/2025 KYOCERA COPIEUR

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2023	
A UN AN AU PLUS	7.162 €
A PLUS D'UN AN ET CINQ ANS AU PLUS	3.581 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €
CONTRAT INDEXE	

CONTRAT BNP PARIBAS A1P09529 12/05/2023 - 30/09/2028 BOITIER SERVEUR

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2023	
A UN AN AU PLUS	1.061 €
A PLUS D'UN AN ET CINQ ANS AU PLUS	3.447 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €
CONTRAT NON INDEXE	

CONTRAT GRENKE 257021900 01/04/2022 - 31/03/2027 LOGICIEL

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2023	
A UN AN AU PLUS	1.710 €
A PLUS D'UN AN ET CINQ ANS AU PLUS	3.848 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €
CONTRAT NON INDEXE	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

CONTRAT LOCAM 1724 062 20/01/2023 - 31/03/2028 STANDARD TELEPHONIQUE	
ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2023	
A UN AN AU PLUS	4.613 €
A PLUS D'UN AN ET CINQ ANS AU PLUS	13.839 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €
CONTRAT INDEXE	

PROVISION POUR RISQUES

Cette ligne comptable a enregistré les sommes que le Conseil Général des Bouches du Rhône compte reprendre sur les subventions de fonctionnement du Lieu d'Accueil après examen des comptes annuels précédents.

* 2020	18.680 €
* 2021	48.956 €
* 2022	8.887 €
AU 31/12/2023	
RISQUE CONSTATE ET ACTE PAR LE CG13	76.523 €

REGULARISATION ACQUISITION CONGES PAYES PENDANT LES PERIODES DE MALADIE

Les decrets fixant les jours d'acquisition de congés payés à régulariser, les modalités rétrospectives d'application et les reports possibles ne sont pas encore parus. Nous sommes donc dans l'impossibilité au moment de l'arrêté des comptes annuels de chiffrer les montants des provisions à constater. Cependant le personnel de l'association a été sujet à de longues périodes de maladie. De ce fait, nous aurons à enregistrer sur l'exercice 2024 des sommes non négligeables.